

*L'Adresse—M. Evans*

alimentent chaque année la course aux armements et qui servent en particulier à acquérir des armes nucléaires.

Cette année et l'année dernière, quelque 700 milliards de dollars ont été consacrés à l'achat d'armes conventionnelles et nucléaires. Il est évident que cet argent pourrait être utilisé de façon plus constructive et certainement moins destructive, autant dans les pays industrialisés que sous-développés. Dans des pays comme le Canada, on pourrait s'en servir pour moderniser l'industrie, qui en a grandement besoin, comme chacun sait, ou encore pour des programmes de création d'emplois et de formation dont nos jeunes ont le plus grand besoin, pour la construction de logements ou encore pour la lutte contre la pauvreté. On pourrait faire tout cela dans notre pays.

● (1610)

Dans les pays moins développés, cet argent pourrait servir à hausser le niveau de vie des classes défavorisées au dessus du seuil de la pauvreté. Ne serait-ce que pour cela, il faut chercher par tous les moyens à ralentir la course aux armements. Nous pouvons aborder la question sous un angle différent de celui de la menace que les armes nucléaires font peser sur le monde entier.

Le Canada a été un participant actif et de premier plan à beaucoup d'efforts internationaux dans le domaine du contrôle des armements, et je suis convaincu que nous devons poursuivre nos efforts en ce sens.

C'est certes l'objet de l'initiative du premier ministre. Comme le premier ministre l'a déclaré à la première session spéciale des Nations Unies sur le désarmement, en 1978, le Canada a été le premier pays qui, dans la période d'après-guerre, ait choisi de ne pas fabriquer d'armes nucléaires bien qu'il ait possédé la technologie nécessaire. Le premier ministre l'a rappelé dans son discours aujourd'hui. Nous avons été le premier pays détenteur d'armes nucléaires qui ait décidé de s'en débarrasser, et nous avons également décidé de ne pas équiper d'armes nucléaires nos troupes des Nations Unies et de l'OTAN en Europe.

Le Canada a appuyé activement les efforts en vue de conclure un traité bannissant totalement les essais nucléaires, un traité garantissant la non-prolifération nucléaire, et de prendre des mesures visant à empêcher la militarisation de l'espace. Le premier ministre a fait allusion à tous ces points dans son discours de ce matin. Par notre participation aux débats sur le désarmement à des tribunes internationales comme l'Assemblée générale des Nations Unies et les commissions de l'ONU et de l'OTAN, nous avons manifesté la force de nos convictions à l'égard de la paix et de la sécurité dans un monde interdépendant.

Cependant, au cours des dernières années, nous avons assisté à une dégradation du climat politique international. Le déploiement récent des missiles Pershing II et des missiles de croisière, dans le cadre de la décision ambivalente de l'OTAN face au déploiement par l'Union soviétique des missiles SS-20 et d'autres engins plus meurtriers, a grandement exacerbé les tensions Est-Ouest. Nous avons été témoins depuis de la suspension du dialogue entre les superpuissances sur le contrôle des armes et le désarmement, comme l'atteste la rupture des négociations sur la force nucléaire de portée intermédiaire, des START ainsi que des entretiens sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces. Le seul débat politique sur ces questions

se poursuit à la conférence sur les mesures de confiance et de sécurité et sur le désarmement en Europe qui a débuté à Stockholm à la fin de janvier.

Le premier ministre, entre autres, a demandé, avec raison, que ces entretiens soient portés au niveau politique. Il s'ensuit que la conférence donne la chance aux ministres des affaires étrangères de l'OTAN et du pacte de Varsovie ainsi que des pays neutres et non alignés de reprendre les négociations pour restaurer la confiance internationale. Je sais que nous espérons tous vivement que ces discussions seront couronnées de succès.

C'est dans ce climat international de plus en plus instable qu'il faut placer les initiatives de paix du premier ministre. En prenant ses initiatives, le premier ministre a demandé qu'aux plus hauts échelons politiques, on s'engage résolument à accélérer la conclusion d'un accord, et j'ai constaté aujourd'hui que certains groupes préconisant le désarmement nucléaire au Canada ont changé d'attitude et appuient maintenant l'initiative du premier ministre.

Au Sommet de Williamsburg, en 1983, les chefs des pays industrialisés ont déclaré:

Nous nous engageons à utiliser toutes nos ressources politiques pour réduire la menace de guerre. Nous rêvons d'un monde où ne planerait plus aucune menace de guerre et tenons à ce que ce rêve se réalise.

Étant un des participants au Sommet, le premier ministre a fait un geste politique pour en arriver à cette fin. Le plan de paix canadien démontre également la nécessité pour les chefs des puissances moyennes, non seulement pour les superpuissances ou les cinq puissances nucléaires, de participer à la recherche de la paix.

Depuis 1945, le monde assiste à la terrifiante prolifération des armes nucléaires dont les capacités de destruction se sont sans cesse accrues. Après la première bombe atomique, on a mis au point des armes thermonucléaires, les missiles ICBM, les missiles de croisière lancés de sous-marins, les missiles à ogives multiples indépendantes, et si nous ne mettons pas un frein à ce mouvement nous aurons bientôt dans l'espace des systèmes anti-satellites.

Si les moyens techniques ont progressé, je ne pense pas qu'il y ait eu une évolution politique parallèle concernant le développement et l'usage des armes. Il semble que les stratégies nucléaires aient réussi à distinguer la stratégie militaire nucléaire des objectifs politiques et de la réalité sociale au point où ils envisagent maintenant l'idée d'une guerre nucléaire qu'on pourrait gagner ou qui pourrait se prolonger.

Il est impossible d'assurer son hégémonie par la voie de l'escalade. A moins de réussir à atténuer les tensions mondiales et à freiner la course aux armements, il n'y aura pas d'hégémonie mais plutôt la destruction mutuelle garantie, l'apocalypse.

Comme l'a dit le premier ministre: «les pays de l'Est et de l'Ouest doivent chercher en priorité à forger un nouveau lien entre la stratégie militaire et des objectifs politiques bien arrêtés auxquels la stratégie» et c'est très important «doit se subordonner.»

Robert McNamara, l'ancien secrétaire d'État à la défense des États-Unis, a écrit un article où il exprime des préoccupations analogues. Il estime en fait que les armes nucléaires ne peuvent servir à aucune fin militaire, sinon dissuader l'adversaire d'utiliser les siennes. Il se demande s'il y a vraiment un litige ou un conflit susceptible de légitimer le recours aux